

Journal de bord : août 2018

Le 02, nous n'étions pas suffisamment nombreux pour valoriser la discussion. Cependant elle vaut la peine d'être rapportée : une dame originaire de la République centrafricaine nous a parlé de son pays. La vérification est en concordance avec son récit : https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_centrafricaine

La participante nous a aussi parlé d'un phénomène d'islamisation dure, calquée sur la charia qu'elle attribue aux voisins, principalement tchadiens et saoudiens.

Élevée dans une famille chrétienne dont le père était catéchiste, à son adolescence, elle a pratiqué l'islam pendant près de 10 ans, puis elle est devenue protestante.

Selon elle, les adeptes des différentes religions vivaient en bonne intelligence, jusqu'à ce que des actes de terreur viennent briser l'équilibre : Des musulmans, qu'elle qualifie "arabes"¹ auraient massacré des chrétiens. Ces derniers, à leur tour auraient massacré des musulmans. Selon elle, les islamistes veulent dominer le monde et imposer partout la charia. Elle reproche qu'on ait beaucoup parlé des exactions commises par les chrétiens, sans dire que ce sont les musulmans qui ont commencé².

Nous n'avons pas eu le temps de lui demander si son ressentiment pour les "arabes" puisait ses racines dans l'esclavagisme "arabe" qui a ravagé son pays les siècles passés ?

A l'instar d'un autre participant congolais, elle nous aussi parlé de vidéos qui montrent des Occidentaux, principalement des Français, profitant des troubles qu'ils auraient eux-même organisés pour voler des minerais, des diamants et d'autres richesses du pays.

Nous avons pu vérifier que les Centrafricains accusent la force de sécurité installée par l'ONU de s'adonner au trafic de diamants : <https://afriquenewsinfo.wordpress.com/2015/08/16/centrafrique-aussi-bien-que-la-sangaris-la-minusca-se-livre-au-pillage-du-diamant-centrafricain-a-bria/>

Cependant, nous avons pas pu ni vérifier, ni démentir l'accusation réitérée que des pays occidentaux dont la France et la Belgique organiseraient des troubles pour pouvoir piller les richesses africaines³.

Nous nous posons des questions sur ces affirmations qui expliquent les violences par un complot occidental ayant pour but le pillage des richesses africaines. Par le raisonnement qui rejette la responsabilité des misères africaines sur les Occidentaux, ces affirmations sont doublement dangereuses :

- D'abord, elles créent de la haine contre les Blancs et exhortent les Africains à "venir récupérer en Europe ce qui a été volé à l'Afrique" (déjà entendu antérieurement).
- Ensuite, elles empêchent les Africains de prendre conscience de leur propres responsabilités dans le développement de la violence et la déstabilisation. En effet, même si souvent des éléments extérieurs entre en jeu, les violences extrêmes sont commises par des Africains.

Le complotisme sert les intérêts les plus divers. Parfois, il adoucit les réalités trop difficiles à accepter, mais aussi il inhibe toute possibilité d'analyse et de conscientisation nécessaires pour résoudre les problèmes.

Le 03, toujours aussi peu nombreux, mais avec d'autres personnes, nous nous sommes questionnés

1 Par "arabes", elle entend des migrants arabophones venus s'installer peu à peu à partir du Tehad et du Soudan. Carte : https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_centrafricaine#/media/File:CAR_regions_map.png

2 Illustration : <https://youtu.be/NVqWOHz6C1k>

3 Concernant la République Centre Africaine, la seule vidéo trouvée provient d'une page Facebook tchadienne. Ce serait une interview non certifiée de feu l'empereur Bocassa. les sources de la vidéo ne sont pas mentionnées, ni le nom des personnes qui posent les questions, pas plus que celui du producteur, du réalisateur ou du commanditaire. Rien. Ce n'est donc pas une vidéo à propager.

sur le crédit à accorder aux vidéos dont il était question la veille. Un participant sénégalais se démarque de ces affirmations. Il n'a jamais eu connaissance de telles vidéos, ni du discours qu'elles véhiculent.

Ensuite, nous avons analysé le rejet de notre projet PCI :

- Les recommandations demandaient d'être précis et concis. Le formulaire ne permettait pas de dépasser un certain nombre de caractères par réponse, alors que la décision négative s'appuie sur des réponses trop peu développées concernant les objectifs et la participation. Les objectifs devaient être choisis parmi des propositions. Il suffisait de cocher la description qui correspondait au projet. D'autre part, la participation fait partie intégrante, tant de la composition que du fonctionnement des deux associations partenaires dans le projet.

- Nous prévoyons en effet de travailler avec une jeune asbl, émule de notre action. C'est une association créée par des Africains. Ils sont eux-même concernés par les objectifs du projet. Tout comme chez nous, les membres et les administrateurs sont issus du public cible de l'association.

Ces faits concrets ne valent-ils pas les meilleurs textes sur la participation de nos publics ?

- Nous drainons un public précarisé, très vulnérable aux idéologies racistes et aux extrémismes. Pour travailler avec ce public, il ne faut pas utiliser un langage de niveau universitaire. L'administration ne peut pas demander de pouvoir bien communiquer avec les milieux populaires et en même temps maîtriser parfaitement le verbe académique. D'ailleurs le langage et les méthodes conventionnelles ont montré leurs limites si on veut cibler un public populaire en situation de pauvreté et d'exclusion. Il est grand temps que les autorités soient sensibles à la culture (ou plutôt aux cultures) des plus petits.

Pour que des associations proches de ce public puissent agir, il faudrait que ce ne soit pas la qualité des textes des projets et des rapports qui priment, mais bien l'action sur le terrain, l'impact réel sur le public cible et sur le grand public.

- La région est mal desservie en actions PCI, alors qu'il y a trois communes prioritaires dans notre zone d'action (Dinant, Ciney, Hastière).

- Le montant demandé est petit par rapport à l'action envisagée (5.170 euros). A ce niveau-là de montant, il y a de l'argent pour toutes les demandes rentrées. Par contre, nous comprenons que certains gros projets soient peut-être plus pertinents et qu'ils ont probablement besoin de cet argent.

- Nous estimons que le principe de transparence implique la publication de la liste des associations lauréates de l'appel à projet.

Mais, malgré ces observations et notre déception, nous avons décidé d'en rester là. Il n'y aura pas de recours. Nous ne remettrons plus de projet PCI, car c'est le quatrième refus que nous essayons, alors que chaque année, nous améliorons le projet. Tout ça, c'est du temps perdu.

Si nous en avons l'opportunité dans le futur, nous travaillerons dans la rue avec l'association Yonta Souska Belgique qui était associée au projet.

Le 21, pendant 2 heures, nous avons discuté de la fuite de gaz qui a paralysé la rue samedi passé. Les participants habitant le quartier ont expliqué comment ils ont vécu le bouclage : Alors que D. est resté bloqué rive droite, de l'autre côté du pont pendant plus de 2 heures, B. qui attendait sa fille, est resté dans le rue, rive gauche. Les deux ont été surpris de voir passer des voitures, alors que d'autres ne passaient pas, dont la fille de B. qui n'a pas pu rejoindre son père. Personne ne conteste le bouclage du quartier, mais quand c'est bouclé, il ne devrait pas y avoir d'exception. Or, selon les dire des deux témoins, il y en a eu et pas un peu.

Des participants qui n'étaient pas sur place ont suivi l'intervention des pompiers sur Facebook grâce aux photos publiées par le bourgmestre. Selon ce dernier, les pompiers sont arrivés en 3 minutes. D'après les photos, ils essayaient de casser la porte d'entrée de l'immeuble abandonné qui avait abrité une banque. La porte en vitrage blindé résistait, de même que le châssis qui pourtant semblait être en bois. C'était galère, d'autant plus que, malgré l'arrivée rapide du technicien d'Orès, ça

n'allait pas non plus pour couper le gaz de l'extérieur. Par contre, le matériel était présent, déployé devant l'ancienne banque. « A titre préventif », a affirmé le bourgmestre.

Le camion avec la grande échelle est stabilisé, prêt à intervenir devant le bâtiment. Les tuyaux sont déroulés. Un ventilateur autonome attend que la porte s'ouvre pour entrer en action avec son moteur à explosion... Dans la nacelle, deux pompiers sont prêts...

Mieux vaut que ça ne pète pas comme à Theux, car les hommes et le matériel seraient morts !



« Ce sont des pompiers, ils connaissent leur travail ! » Pourtant les procédures sont différentes de ce que nous voyons sur la photo.

La discussion sur le profil Facebook du maïeur a été virulente. Il n'est pas bon de critiquer le travail des pompiers qui, comme l'a fait remarquer un intervenant, « risquent leur vie » pour notre sécurité. C'est vrai, mais alors, pourquoi refusent-ils de remettre en question leurs habitudes pour plus de sécurité ?

Voici les directives d'un capitaine français à ses hommes : <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=2ahUKEwjs8vLgzL3dAhUDZVAKHTzdAs4QFjAAegQIAxAC&url=http%3A%2F%2Fdis63.univ-lyon1.fr%2Fspiral-files%2Fdownload%3Fmode%3Dinline%26data%3D33224&usg=AOvVaw10fe9DeJgFIMhim9DIrmA3>

Un internaute a reproché à l'article de dater de 2008 et d'être français. Pourquoi ? Les propriétés du gaz auraient-elles changé de puis 2008 ? Ce qui est bon en France ne serait-il pas bon en Belgique ? Espérons que le débat qui a été suscité sur Facebook, suscitera à la caserne, un débriefing productif de changement. Pourquoi pas ?

Le 24, pendant 2 heures, nous avons discuté des loyers trop chers et nous avons cherché des pistes pour les faire diminuer.

- Les bloquer en interdisant toute augmentation ? Mai sen cas de rénovation ?
- Augmenter les revenus pour compenser, à condition que les loyers n'augmentent pas encore !
- Imposer les revenus des loyers en remplacement des fonciers.

- Oui, l'impôt peut être un moyen d'améliorer la situation, tant au niveau de la qualité des loyers que de leur prix.
- Comment ça ?
- En remplaçant les fonciers par un impôt sur les bénéfices réels de la location en appliquant un coefficient inversement proportionnel au rapport entre les loyers et l'investissement, après déduction de tous les frais liés à l'entretien du logement.
- C'est vrai que la taxe sur les fonciers est injuste. Elle ne tient pas compte, ni du montant des loyers, ni de l'entretien des immeubles, ce qui fait que les gagnants, ce sont les marchands de sommeil et les spéculateurs. Ils prennent les sous au maximum, puis ils vendent. Ils s'en foutent.
- ...
- Il me semble que les loyers augmentent forts en ce moment.
- Oui, mais je ne sais pas si c'est uniquement à Dinant ou partout.
- Dinant était un peu plus bas.
- A Namur, c'est encore plus cher !
- Non, je ne crois pas. On peut trouver à moins de 400 euros à Namur.
- J'avais trouvé une annonce pour un logement 1 chambre à 450 euros. J'appelle l'agence immobilière, il fallait minimum 21.000 euros de revenu annuel.
- Hein ?
- Oui. J'ai été voir sur place. Les voisins m'ont dit que le bâtiment appartient à la Dinantaise.
- Solidarité dinantaise ?
- Non, la Dinantaise la société de logements sociaux.
- Comment, un logement social dans une agence immobilière ?
- C'était à l' AIS ?
- Non, une agence privée.
- T'es sûr que le bâtiment appartient à la Dinantaise ?
- Demande à Christine !
- C'est vrai, elle a sonné devant moi et j'ai pris le téléphone. Je me suis présentée et l'employée m'a confirmé que la Dinantaise confiait des logements à l'agence. J'ai envoyé un mail au directeur de la Dinantaise, mais je n'ai pas reçu de réponse. J'ai transmis l'info à la personne qui s'occupe du logement au RWLP. Elle était en vacance. Elle vient de rentrer. Elle me dit que si c'est du logement acquis sur fonds publics, ce n'est pas normal. Elle va se renseigner. Il paraîtrait que la RW veut mettre fin à l'obligation pour les sociétés de logements publics de réserver une partie des logements à un public qui perçoit revenu moyen (de plus ou moins 21,000 à un peu plus de 40,000 € par an). Pour plus d'infos officielles ; <https://www.swl.be/index.php/accueil-particulier/louer>

[Retour sur la page de Dominos LA FONTAINE asbl](#)